

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Conseil des Etats 4

Les élections au Conseil des Etats sont éminemment politiques



Droits populaires 6

Les Suissesses et les Suisses doivent rester souverain



Neutralité 13

La neutralité est sournoisement vidée de sa substance



Pour tous vos imprimés



Zofinger Tagblatt AG
Medien- und Printunternehmen
Zofinger Tagblatt AG, 4800 Zofingen
Tel. 062 745 93 93, www.ztonline.ch

Stop aux immigrants économiques !

L'immigration économique vers l'Europe et la Suisse est un phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur. L'Italie refuse dans ce contexte d'appliquer correctement la convention de Dublin et vide celle-ci de tout sens. Avec l'admission provisoire d'immigrants économiques par l'Italie et de la libre-circulation au sein de l'espace Schengen que celle-ci implique, la situation échappera à tout contrôle, envoyant par là même des signaux totalement erronés vers l'Afrique du Nord et les bandes de passeurs.

Le Conseil fédéral doit poursuivre et défendre les intérêts de la Suisse sur la scène internationale. La Suisse doit insister face à l'Italie et à l'UE pour que la convention de Dublin soit respectée. Il est hors de question pour l'UDC que la Suisse prenne en charge des contingents de migrants d'Afrique du Nord. L'Italie ne doit pas abuser de l'accord de Schengen pour inciter les migrants à se rendre dans d'autres pays européens. Elle doit au contraire veiller à ce que ces migrants économiques ne mettent jamais le pied en Europe ou alors soient immédiatement refoulés. La Suisse doit en outre prendre toutes les dispositions nécessaires pour pouvoir, en cas de nouvelle multiplication des entrées d'émigrants économiques, à nouveau contrôler systématique-

ment ses propres frontières, y compris le trafic transfrontalier de véhicules et de trains. La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga doit prendre en main la gestion de la crise des réfugiés plutôt que d'administrer à travers des nouvelles embauches dans son Département. Seuls des signaux dissuasifs, montrant que la Suisse applique une politique rigoureuse à l'égard des réfugiés en provenance d'Italie et les renvoie immédiatement dans ce pays, à l'instar de la déclaration faite par la France, peuvent avoir un effet. Le Conseil fédéral doit également renoncer à une répartition des réfugiés sur les cantons. Toutes les autorités impliquées doivent à présent enfin lutter pleinement pour les intérêts de la Suisse.

Les exigences de l'UDC

- Contrôle systématique des frontières suisses
- Pas de répartition des réfugiés sur les cantons
- Renvoi rigoureux et rapide des réfugiés vers l'Italie





Davantage d'UDC au Conseil des États

L'UDC lutte pour la liberté et l'indépendance de notre pays ainsi que pour la protection des droits démocratiques. De tout temps, le Conseil des États avait été la Chambre qui défendait ces droits sans concession. Les dernières années montrent toutefois une image bien différente. Le Conseil des États est maintenant orienté à gauche, centralisé; il snobe les valeurs patriotiques et est devenu europhile. L'UDC a donc décidé de mener pour la première fois une campagne nationale axée sur des thèmes concrets pour les élections au Conseil des États 2011.

Les citoyens et citoyennes de notre pays ont le droit de connaître les attitudes défendues par les conseillers aux États et la manière dont ils votent réellement. Ceux-ci ne cessent de répéter qu'ils ne défendent pas d'intérêts partisans mais représentent les cantons. Or là encore, on voit que le Conseil des États vote de plus en plus pour la centralisation et contre le fédéralisme, c.-à-d. qu'il veut régler de plus en plus de compétences au niveau fédéral. Le Conseil des États est plein de représentants d'intérêts particuliers. Faute de transparence quant aux votes déposés, cette réalité n'apparaît toutefois pas hors des murs de la «chambre noire du Conseil des États». Pour apporter davantage de lumière dans cette «chambre noire», la fraction UDC a exigé au cours de la dernière session la publication des votes nominatifs

au Conseil des États, de sorte que les citoyens et citoyennes voient comment ils sont en réalité représentés par leurs conseillers aux États.

Les citoyens et citoyennes doivent savoir cet automne quels représentants du canton ils souhaitent envoyer à Berne. Veulent-ils un conseiller aux États qui tente de faire entrer la Suisse dans l'UE par la petite porte ou un UDC, pour lequel une adhésion à l'UE est hors de question ? Veulent-ils un représentant cantonal qui intervienne en faveur du renforcement du droit des étrangers et du droit pénal ou un conseiller aux États qui plaide en faveur d'une loi nationale sur l'intégration, qui rend les cantons encore plus impuissants, leur impose des charges supplémentaires et dorlote les étrangers ? Veulent-ils un conseiller aux États qui s'investisse sans demi-mesure pour l'application de l'initiative sur le renvoi, telle qu'elle a été adoptée par le peuple et les cantons, ou un représentant qui s'efforce d'imposer de manière détournée le contre-projet rejeté dans tous les cantons ?

L'objectif de l'UDC est clair: à moyen terme, l'UDC veut être représentée correctement au Conseil des États. Pour atteindre ce but, il faut de la transparence. Pour instaurer cette transparence, l'UDC Suisse mène une campagne nationale, axée sur des thèmes concrets, car ce ne sont pas les têtes qui comptent mais bien le comportement et les opinions politiques. Les candidats de l'UDC au Conseil

des États s'investissent en faveur d'une politique proche de la patrie, en faveur de l'indépendance et du fédéralisme de la Suisse.

Élections cantonales

Aux élections cantonales, l'UDC a obtenu des succès dans tous les cantons. Elle a ainsi remporté une victoire historique aux élections parlementaires du canton de Bâle-Campagne. Pour la première fois de son histoire, l'UDC est la force politique majoritaire au Landrat de Bâle-Campagne. Dans ces élections, l'UDC a obtenu 24 sièges (+3 sièges par rapport à 2007). À Zurich, l'UDC maintient son nombre de votes à un niveau stable depuis plus d'une décennie, à environ 30 pour cent. Elle affiche la même stabilité dans les élections d'exécutifs et, durant la législature en cours, est à nouveau représentée au gouvernement zurichois avec Ernst Stocker et Markus Kägi. L'UDC fait également partie des gagnants à Lucerne – elle a gagné quatre sièges, 22,3 % des suffrages (+3,2 %), devenant ainsi la deuxième force politique la plus représentée, derrière le méchamment secoué PDC. Au Tessin, l'UDC a permis à la Lega de remporter un 2e siège au Conseil d'État et a conservé ses 5 sièges au Grand Conseil.

Toni Brunner
Président de l'UDC Suisse

Le suisse-allemand à l'école enfantine renforce l'identité

Le 15 mai, les citoyens du canton de Zurich se prononceront sur l'initiative, extrêmement importante, en faveur du suisse-allemand. Le dialecte doit retrouver une place solide à l'école enfantine. Il fait partie intégrante de la culture et de l'identité suisses. L'exclusion du suisse-allemand de l'école enfantine a des conséquences graves : comment nos enfants pourraient-ils s'enraciner et se construire alors que l'apprentissage de leur langue maternelle leur est rendu plus difficile ? Nous devons protéger notre dialecte.



par Jacqueline Hofer, députée au Grand conseil, Dübendorf (ZH)

La mission de formation de l'école comprend la promotion de la capacité à s'exprimer en suisse-allemand et en allemand. Sur consigne du Conseil de formation, cette disposition a été supprimée du plan d'études sans qu'une autre ne vienne la remplacer. En un tournemain, l'allemand standard en tant que langue scolaire a été avancé de deux ans, au niveau de l'école enfantine. La conséquence est qu'à l'école enfantine, on ne parle suisse-allemand que pendant un tiers du temps d'enseignement. L'exclusion du suisse-allemand de l'école enfantine a des conséquences graves : comment les enfants pourraient-ils communiquer leurs sentiments et leurs pensées s'ils ne peuvent pas s'exprimer dans leur vie quotidienne ? Comment pourraient-ils maîtriser leur langue maternelle s'ils sont freinés dans leur développement linguistique plutôt qu'encouragés ? Nous voulons que nos enfants grandissent avec nos valeurs, que nous, parents, famille, leur transmettons. La pression constante vers l'étatisation et les expériences scolaires hasardeuses, en particulier l'enseignement dans une langue étrangère dès le plus jeune âge,

déracinent et déstabilisent nos plus petits. Le but devrait être que nos enfants fassent une acquisition complète de leur langue maternelle. L'école enfantine devrait aider à renforcer la maîtrise du suisse-allemand. Il est scientifiquement prouvé que la première langue apprise facilite l'apprentissage futur de langues étrangères. Bien entendu, nous voulons aussi que nos enfants apprennent bien l'allemand standard. C'est pourquoi, dès l'école primaire, l'usage correct de la langue écrite est enseigné et transmis oralement et par écrit.

Identité et nationalité

La décision du Conseil de formation est hautement politique. Les Italiens parlent italien, les Anglais parlent anglais, les Allemands parlent allemand et les Suisses-Allemands parlent suisse-allemand. Il va de soi que la langue est un moyen adéquat pour déterminer la nationalité. L'identité est un point central de notre personnalité. Les dialectes suisse-alsémaniques et les autres langues nationales sont justement un signe de rattachement fort des Suisses à notre État indépendant et neutre et à la démocratie directe. La préservation des langues nationales et des dialectes est particulièrement importante. Les citoyennes et citoyens suisses doivent pouvoir se comprendre et s'exprimer entre eux.

L'assimilation à l'allemand standard est une intégration forcée dans l'Union européenne. L'Histoire montre que

de tels mécanismes ne sont motivés que par des desseins politiques. Il est au contraire important que nous promouvions nos dialectes au niveau local, afin que les Suisses et Suissesses puissent continuer à jouir d'une identité nationale. Aujourd'hui déjà, en effet, la répartition démographique en Suisse a radicalement changé en raison de l'immigration et de la libre-circulation des personnes. En tant que Suisses, nous ne sommes qu'une partie



Afin de préserver le patrimoine linguistique suisse, il est important que les petits Suisses allemands parlent le dialecte à l'école enfantine.

de l'ensemble de la population. Nous ne pouvons préserver notre identité que si nous nous tenons fermement à nos valeurs culturelles, en particulier à notre diversité linguistique.

4 Conseil des Etats

OUI à l'indépendance – OUI des États

La prochaine législature (2011-2015) posera des jalons décisifs pour notre pays. Il en va principalement de la question de savoir si la Suisse pourra encore décider elle-même de son avenir ou si elle devra se soumettre à un gouvernement et à des juges étrangers. Après les élections de l'automne 2011, l'UE et la classe politique europhile de la Suisse feront pression sur la Suisse pour qu'elle noue des liens institutionnels avec l'UE, c'est-à-dire qu'elle accepte la reprise automatique du droit européen par la Suisse, avec des juges étrangers.

L'UDC lutte pour la sécurité et l'indépendance de notre pays ainsi que pour la préservation des droits démocratiques. Durant de nombreuses décennies, le Conseil des États a été la Chambre qui défendait ces droits sans hésiter. On assiste à une situation totalement différente depuis quelques années. Le Conseil des États a pris une orientation de gauche, il a perdu l'intérêt pour les valeurs patriotiques et est devenu europhile. C'est pourquoi l'UDC a décidé de mener pour la première fois une campagne axée sur

ne change pas au cours des prochaines années, la Suisse sera poussée dans l'UE par la petite porte. Il faut empêcher cela. La Suisse doit rester indépendante. Christoph Blocher, candidat au Conseil des États et stratège de l'UDC, le souligne : « Pour y parvenir, la prochaine législature sera centrée autour de l'article 2 de la Constitution fédérale, primordial pour notre pays: «La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays.»

la sécurité et la neutralité. L'UDC considère extrêmement important de veiller à ce que la Suisse n'adhère pas à l'UE ni ne conclue un contrat colonial similaire à l'EEE. La Suisse s'en trouverait considérablement affaiblie, sur le plan politique comme sur le plan économique. De même, il y a lieu de protéger le fédéralisme, l'autonomie des cantons. Toutes les forces doivent s'unir dans le combat pour l'indépendance de la Suisse : les jeunes, les seniors, les entrepreneurs, les flegmatiques, les forces nouvelles et les plus expérimentées.



Toni Brunner, président du parti, Caspar Baader et Jean-François Rime, respectivement président et vice-président du groupe parlementaire, seront candidats au Conseil des États à Saint-Gall, Bâle-campagne et Fribourg. Adrian Amstutz défendra son siège à Berne et Christoph Blocher tentera de le conquérir à Zurich.

des thèmes concrets pour les élections au Conseil des États 2011.

Pourquoi faut-il plus d'UDC au Conseil des États?

Si la composition du Conseil des États

L'UDC lutte depuis des années contre la destruction insidieuse, par des forces internes et externes au pays, des piliers de l'État que sont l'indépendance, la liberté, les droits démocratiques (en particulier le droit de vote),

Chambre noire du Conseil des États: Qui ou que représente vraiment le Conseil des États ?

Le scrutin majoritaire a pour conséquence que le Conseil des États jouit d'une plus haute estime et, en raison de sa plus grande homogénéité politique, exerce une influence plus forte que le National, en particulier dans la procédure d'élimination des différences. Longtemps, le Conseil des États a été considéré comme la Chambre haute conservatrice, ce qui a fondamentalement changé au cours des années, comme nous l'avons déjà évoqué. On présente souvent de manière positive que dans la « Chambre de réflexion » les intérêts partisans ne seraient pas au premier plan. Mais alors, quels intérêts occupent donc le premier plan ?

Réduit à un dénominateur commun, on pourrait affirmer qu'avec près de 10 mandats par Conseiller aux États,

à plus d'UDC au Conseil

la prétendue «Chambre de réflexion» n'est rien d'autre qu'une chambre des représentants d'intérêts et des lobbistes. Ce phénomène est en tous les cas largement plus marqué qu'au National. Le nombre de relations d'intérêt par parlementaire est presque 40 % plus élevé au Conseil des États qu'au National. Dans les différents partis de gauche, en particulier, les relations d'intérêt et cumuls de mandat sont nettement plus marqués que pour l'en-

L'UDC s'est fixé pour but de changer les choses.

L'UDC exige la transparence des votes

Au Conseil des États aussi, les comportements et positions politiques sont au centre. Il y a lieu de montrer aux électrices et électeurs en Suisse si et comment les représentantes et représentants qu'ils ont élu s'engagent effectivement pour la Suisse et l'intérêt

vatrice et bourgeoise de la Petite chambre est devenue un mythe. La nouvelle orientation est influencée par les partis du centre que sont le PDC, le PLR, le PBD et les Verts-libéraux.

Parce que les votes individuels effectifs ne sont pas publiés, il n'existe pour le Conseil des États pratiquement aucune étude empirique relative aux votes effectifs par rapport à la Chambre basse, ni sur les différences de vote au sein des fractions au National et au Conseil des États. Cela doit changer. L'UDC a déposé une intervention demandant la publication des votes au Conseil des États. Les électrices et électeurs ont besoin de transparence pour pouvoir décider à qui ils donneront leur vote lors des prochaines élections.



Le nouveau conseiller aux Etats Adrian Amstutz et l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher, tous deux vices-présidents de l'UDC, ont démontré qu'il était urgent de dénoncer l'opacité du Conseil des Etats.

semble des autres partis. Bien entendu, il faudrait approfondir cette analyse en relation avec le type de mandat et de relations mais cela montre malgré tout les liens de dépendance du Conseil des États avec des intérêts particuliers.

des électeurs. La liste d'exemples de la politique centralisatrice, europhile et éloignée des valeurs patriotiques menée par le Conseil des États a été dévoilée par l'UDC lors de sa conférence de presse. L'attitude conser-

Objectif de l'UDC

Notre objectif est clair : à moyen terme, l'UDC veut être représentée au Conseil des États conformément au nombre de ses électeurs. Pour atteindre ce but, il est nécessaire d'instaurer la transparence dans la «chambre noire du Conseil des États». À cette fin, l'UDC Suisse mènera une campagne nationale pour l'élection au Conseil des Etats axée sur des thèmes concrets, avec des personnalités qui représentent la politique de notre parti.

Aperçu de la «liste des méfaits du Conseil des Etats

Initiative sur le renvoi

Le Conseil des Etats renvoie l'initiative sur le renvoi à sa Commission des institutions politiques

Taxe CO2

Refus de l'intervention parlementaire du conseiller aux Etats Hannes Germann contre un triplement de la taxe CO2. Ce projet coûte 400 millions de francs par an aux consommateurs suisses.

Loi sur les armes

Le Conseil des Etats insiste pour doter la loi sur les armes de dispositions plus contraignantes.

Découvrez les 25 autres méfaits sur www.udc.ch

6 Droits populaires

Notre démocratie en danger, le peuple doit rester souverain.

La proposition présentée par le Conseil fédéral dans le but de réduire les droits du peuple est un pas à ne pas franchir pour notre démocratie. Tant l'examen matériel préalable des initiatives populaires que le durcissement des conditions de validation avec la référence aux obligations de la Suisse en matière de droit international constituent des atteintes inadmissibles aux droits démocratiques.



par Jean-Pierre Grin, conseiller national, Pomy (VD)

Dans ce contexte il faut distinguer le droit international impératif et le non impératif. Selon le droit en vigueur, le Parlement peut invalider une initiative populaire si elle viole le droit international impératif comme par exemple l'interdiction du génocide, de la torture ou de l'esclavage. Le gouvernement propose d'y ajouter un examen matériel préalable avant le début de la récolte de signatures. Si l'initiative risque d'entrer en conflit avec n'importe quel accord international ou n'importe quelle disposition du droit international non impératif, un «avertissement» sera imprimé sur les listes de signatures.

L'intention vérifiable du Conseil

fédéral est de se donner à lui-même et au Parlement les moyens d'écarter des thèmes déplaisants ou du moins d'influencer la manière de les traiter. Voilà l'objectif de cette proposition de restriction des droits démocratiques.

Parallèlement, le gouvernement demande une extension massive des motifs permettant de déclarer invalide une initiative populaire. Ainsi, le Parlement pourrait décider qu'une initiative populaire est non valable si elle n'est pas conforme «à l'essence des droits fondamentaux constitutionnels». «Cette mesure selon le Conseil fédéral contribuerait à éviter des problèmes de compatibilité entre les initiatives populaires et le droit international», explique notre gouvernement qui n'a pas compris que par son principe même une initiative populaire vise précisément à modifier la Constitution fédérale.

En réalité, les propositions du Conseil fédéral ouvrent toutes grandes les portes de l'arbitraire. Le Conseil fédéral et le Parlement recevraient ainsi la

possibilité d'invalider à bien plaisir des initiatives qui ne leur conviennent pas en se référant à des notions de droit volontairement vagues. Ce procédé équivaut à une attaque frontale contre les droits du peuple et à une réduction massive de la démocratie.

Il est pour le moins curieux que ce droit démocratique qu'est l'initiative soit remis en question par notre gouvernement sur les sacro-saintes règles impératives du droit international, alors que ce même droit international est bafoué de façon permanente et inadmissible par certains pays.

Dans notre pays le peuple est souverain, le droit d'initiative est un droit fondamental qui doit le rester, l'UDC s'en porte garant.

Nous devons combattre ces propositions présentées par le Conseil fédéral, en nous engageant sans compromis pour les droits du peuple et la démocratie directe. Dans une démocratie directe, le peuple a toujours le dernier mot. Il faut que cela reste ainsi pour toujours.



Si aux yeux du Conseil fédéral, une initiative entre en conflit avec le droit international, elle devra afficher un avertissement tel que celui-ci.

Il s'agit d'une censure de la démocratie directe!

VOICI À QUOI RESSEMBLERONT NOS INITIATIVES POPULAIRES!!!

10 septembre: fête de famille sur la Place fédérale

Après le grand rassemblement populaire d'octobre 2007 à Berne, l'UDC invite les Suissesses et les Suisses à la fête de la famille du 10 septembre prochain sur la Place fédérale. Ainsi, l'UDC veut rappeler combien la famille est importante dans la société d'aujourd'hui. Aucun autre parti ne s'est autant engagé en faveur de la famille que l'UDC. En effet, seule l'UDC a combattu les hausses d'impôts et de taxes qui alourdissent les charges fiscales des familles. Aussi, grâce à son initiative en faveur des familles, l'UDC exige que chaque famille puisse bénéficier jusqu'à 10'000 francs de déductions fiscales.

L'UDC s'est mise d'accord le 14 avril dernier avec les autorités de la ville de Berne pour organiser sa fête des familles le samedi 10 septembre 2011 sur la Place fédérale. L'UDC avait initialement déposé une demande d'autorisation pour une manifestation avec un cortège à travers la ville de Berne un samedi d'octobre. Selon le conseiller communal Reto Nause, la ville ne peut cependant pas garantir la sécurité d'une manifesta-

tion et d'un cortège en octobre. Cette restriction de la liberté de réunion est d'opinion est profondément décevante pour l'UDC qui a cependant reçu l'assurance que la sécurité et l'ordre seraient garantis samedi après-midi 10 septembre. Pour l'UDC, il était prioritaire que sa manifestation puisse se dérouler sans heurt.

L'UDC invite donc dès à présent tous ses membres et sympathisants

y compris leurs enfants et petits-enfants à participer à cette grande fête de famille sur la Place fédérale. Elle se réjouit d'ores et déjà d'une fête belle et digne.

Nous voulons nous engager sans hésitation tous ensemble pour une Suisse indépendante avec des citoyennes et des citoyens libres qui ont le dernier mot dans notre démocratie directe.

Le 10 septembre prochain, soyez nombreuses et nombreux à vous réunir avec votre famille à Berne et n'oubliez pas de prendre votre drapeau suisse afin de célébrer ensemble une grande fête à notre pays, la Suisse.

Depuis longtemps, l'UDC est le seul parti qui s'engage en faveur des familles et en faveur de la Suisse. Soutenez l'action de l'UDC pour les familles en vous réunissant le 10 septembre 2011 à Berne sur la Place fédérale.



En 2007, ce sont plusieurs milliers de Suissesses et de Suisses qui s'étaient rassemblés aux côtés de l'UDC afin de défiler librement et calmement à travers la ville de Berne et jusque sur la Place fédérale.

Des citoyens de tous les âges, de toutes les régions et de tous les genres s'étaient réunis afin de s'unir sous le drapeau suisse et de dire combien leur attachement à la Suisse leur était important.

Rappelons ensemble cet attachement le 10 septembre.



8 Elections cantonales

Bilan positif des élections

Les élections du weekend dernier dans les cantons de Lucerne et du Tessin ont marqué la fin d'un printemps électoral réussi pour l'UDC. Le bilan global des élections durant la législature en cours s'est également avéré positif. L'UDC a gagné des parts d'électorat et/ou des sièges dans 16 élections cantonales et subi des pertes dans 7 cantons. Dans l'ensemble, l'UDC est le seul des quatre grands partis à avoir pu maintenir son nombre de sièges dans les parlements cantonaux, malgré des réductions des parlements atteignant au total 180 sièges.



par Martin Baltisser, secrétaire général UDC Suisse

Le printemps électoral 2011 a commencé par l'acquisition du mandat de conseiller aux États dans le canton de Berne par Adrian Amstutz. Ensuite, il y a eu les victoires en Romandie et des sièges supplémentaires dans les parlements cantonaux de Bâle-Campagne et de Lucerne. Les résultats réjouissants à Appenzell Rhodes-Extérieures et dans le canton du Tessin ainsi que la consolidation remarquable à Zurich complètent ce tableau positif. L'UDC a le vent en poupe pour les élections de l'automne.

Progression à Lucerne

Le 10 avril 2011, une nouvelle étape du renforcement de l'UDC a été franchie. Dix-neuf ans à peine après la fondation du parti cantonal, l'UDC est devenue pour la première fois le deuxième parti le plus fortement représenté dans le canton. Avec une part de 22,3 pour cent des suffrages (+3,3 %) et 27 sièges (+4) au Parlement, la position a pu être considérablement renforcée par rapport aux élections d'il y a quatre ans. Les sondages effectués avant les votations ne prévoyaient pourtant pas d'augmentation. L'UDC du canton de Lucerne récolte ainsi les fruits d'une politique continue et cohérente, dans la ligne de celle de l'UDC Suisse. Dans cette campagne électorale pour les élections au Grand Conseil et au

Conseil d'État, l'accent a une fois de plus été mis sur des thèmes tels que la sécurité, la politique à l'égard des étrangers et la préservation des valeurs suisses. L'UDC peut attester de nombreux accomplissements sur ces sujets et jouit donc d'une forte crédibilité auprès des électrices et électeurs.

Renforcement continu dans le canton du Tessin

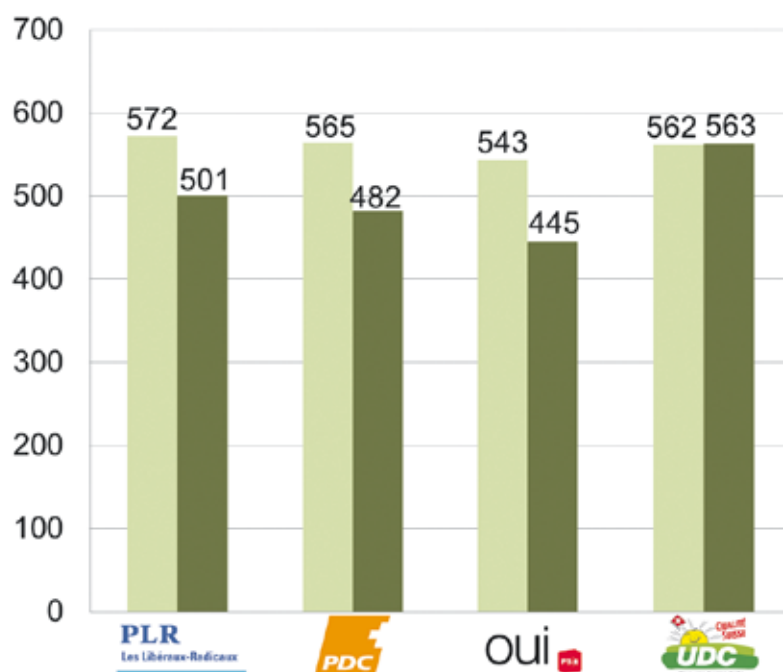
Dans le canton du Tessin, l'UDC a mené une campagne électorale remarquable, qui a même eu des échos en Suisse alémanique. L'UDC tessinoise s'est dans ce cadre naturellement concentrée sur les thèmes qui préoccupent le plus la population tessinoise : la forte criminalité étrangère résultant de Schengen, les grands problèmes liés à l'afflux croissant de frontaliers et les attaques italiennes sur la place financière et économique tessinoise. Malgré une forte concurrence de la Lega, l'UDC tessinoise est parvenue à accroître sa

part des suffrages (+0,5 %). Dans le cadre de ces élections, il a en outre été sciemment renoncé à une candidature UDC au Conseil d'État, afin de permettre à la Lega d'acquérir un deuxième siège au gouvernement tessinois. Cette stratégie s'est également avérée payante.

Le vent en poupe partout

Ce graphique illustre comment l'UDC, le seul des grands partis à obtenir un

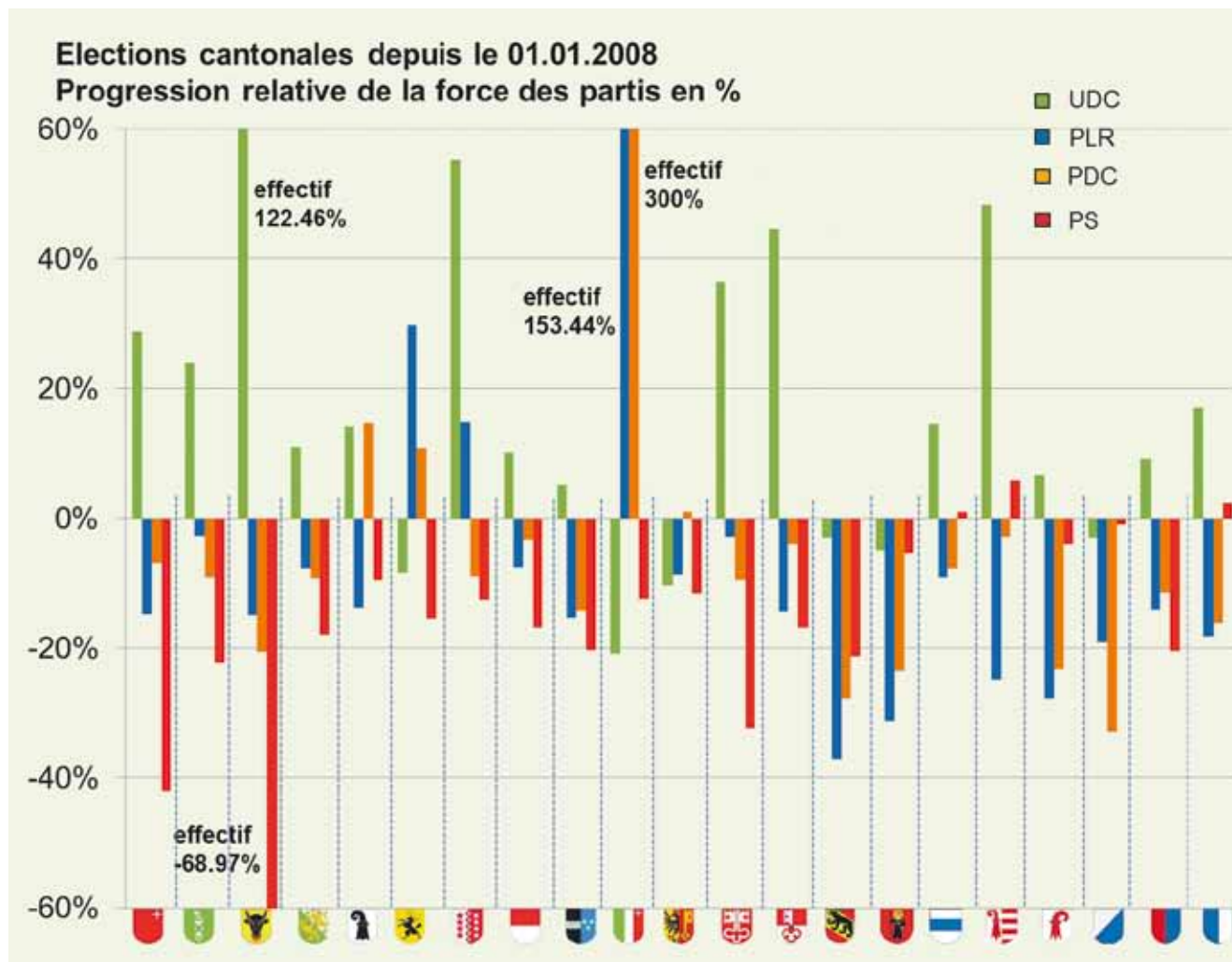
Progression/Perte de sièges dans les parlements cantonaux



Le graphique montre le total des sièges pour les quatre grands partis lors de la législature 2001-2007 en vert clair. En vert foncé, il s'agit de la progression enregistrée lors de la législature 2006-2011. L'UDC est le seul parti à ne pas connaître d'érosion de son électorat.

tel résultat, est parvenue à gagner des parts de suffrages dans 16 élections cantonales. En revanche, tant le PS que le PLR ont perdu des points dans

dans les cantons



Depuis le 1er janvier 2008, tous les cantons représentés ci-dessus ont renouvelé leurs autorités cantonales. L'UDC est le seul parti à connaître de nettes progressions de sa représentation cantonale.

19 des 23 élections cantonales et le PDC dans 18. Le graphique illustre la perte ou le gain relatif de parts des suffrages pour les quatre grands partis. Exemple de calcul : dans le canton de Lucerne, l'UDC est passée d'une part de 19 % des voix à 22.3 % en 2011. Ceci correspond à + 3.3 % en valeur absolue ou à un gain relatif de de +17 % des suffrages. Les cantons d'Appenzell Rhodes-Extérieures et des Grisons ne figurent pas sur le graphique, car les élections s'y déroulent au scrutin majoritaire.

Dans l'ensemble, au cours de la législature qui s'achève actuellement, l'UDC est parvenue à gagner un siège supplémentaire dans chaque parlement cantonal. Elle a obtenu ce résultat

malgré les réductions des parlements représentant au total 180 sièges dans les cantons de St. Gall, de Fribourg, de Vaud, de Bâle-Ville, de Schaffhouse et de Glaris (il existe dans l'ensemble encore 2082 sièges dans les parlements cantonaux) et la perte de 53 mandats suite aux scissions dans les cantons de Berne, de Glaris et des Grisons. L'UDC a ainsi progressé au rang de première force politique, avec 563 sièges dans les parlements cantonaux. Le PLR a perdu 71 sièges et n'en a plus que 501, le PDC perd même 83 sièges et en a désormais 482 et le PS perd 98 sièges, se retrouvant avec 445 sièges.

Les résultats des élections de ce printemps montrent que l'UDC a le vent

en poupe pour les élections fédérales de l'automne. Là où il y avait du potentiel d'évolution, il a été exploité. Là où l'UDC a déjà atteint depuis longtemps une part importante de l'électorat, les résultats ont pu être consolidés. En Suisse romande et au Tessin, la tendance positive se maintient. Les élections des prochains mois ont aussi clarifié deux choses : premièrement, qu'avec sa politique claire et cohérente,

l'UDC peut s'imposer même dans un environnement difficile et avec un fort vent médiatique contraire. Deuxièmement, les résultats montrent que le succès ne vient pas sur un plateau. Dans tous les cantons, de gros efforts et un investissement exceptionnel ont été nécessaires pour atteindre ces résultats.

Pour l'automne 2011, cela signifie que l'UDC doit continuer avec détermination sur les voies politiques qu'elle a tracées (p.ex. en ce qui concerne la politique des étrangers et européenne) et que la campagne électorale doit être suivie d'encore plus près et de manière encore plus active que jusqu'à présent auprès des citoyennes et citoyens.

5^e Tournoi de foot de l'UDC



Samedi, 16 juillet 2011 dès 10h00
Reitplatz, Winterthour Töss

Grand tournoi de foot de l'UDC. Bonne ambiance, compétition, trophées, prix, musique et bien plus seront au rendez-vous.

Catégories (aucune limite d'âge)

Equipe mixte (6 joueurs, dont au minimum 2 femmes)

Equipe masculine (6 joueurs)

Les joueurs individuels sont également les bienvenus. Selon les possibilités, une équipe sera constituée.

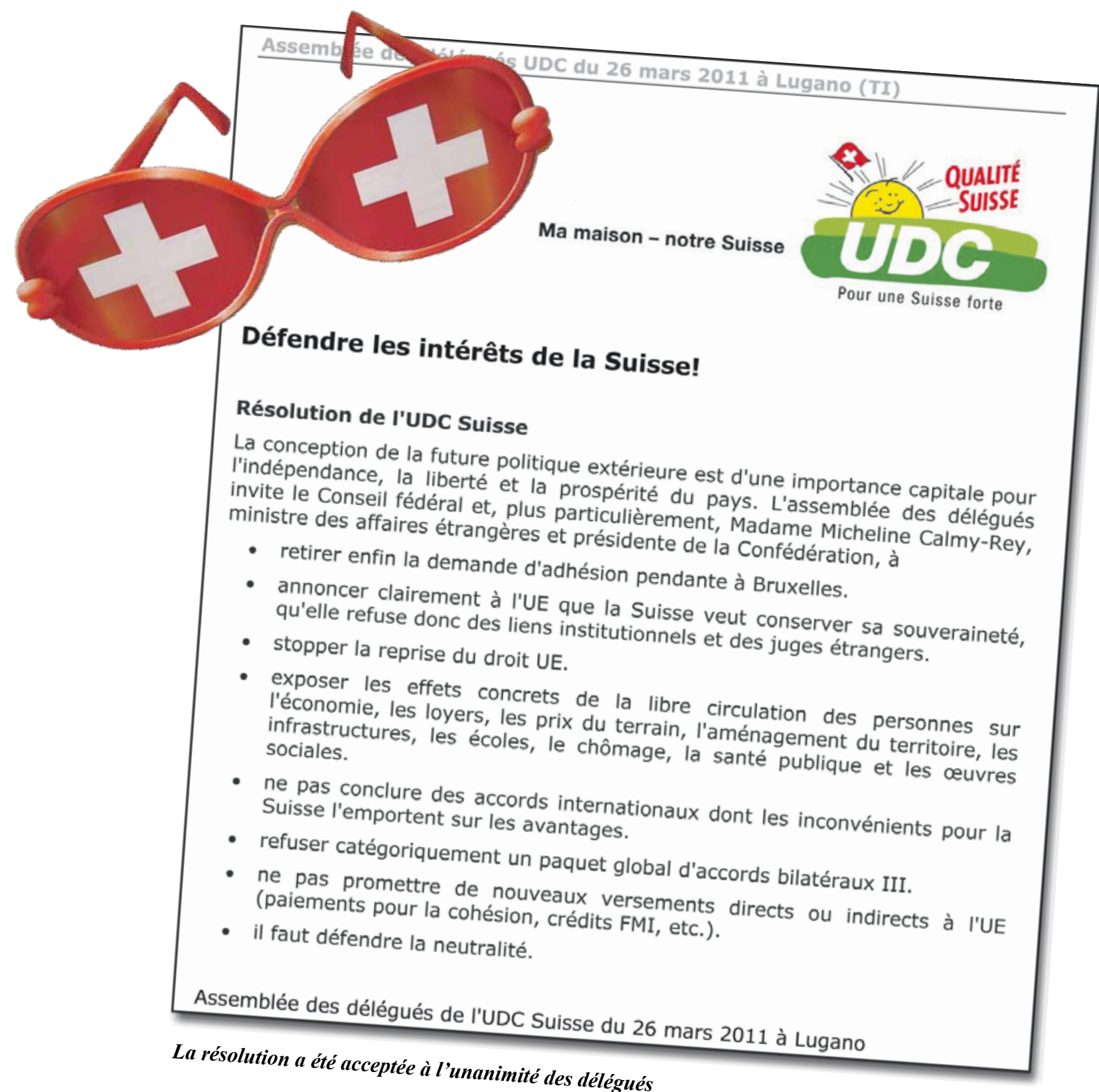
Participation : Fr. 50.- par équipe. Possibilités d'annoncer votre équipe tout de suite sur Internet www.udc.ch ou par e-mail à imobersteg@svp.ch

Renseignements: Ariane Imobersteg 031 300 58 58

Fin des inscriptions: 2 juillet 2011

Résolution sur la politique européenne 11

Résolution de l'UDC



Toni Brunner a présenté la paire de lunettes ci-dessus pour les offrir à la présidente de la Confédération Micheline Calmy-Rey. Ainsi, elle pourra prendre ses décisions politiques en ayant toujours les intérêts des Suissesses et des Suisses sous les yeux!

La neutralité doit être ancrée dans la Constitution

La neutralité armée perpétuelle de la Suisse est profondément ancrée dans la population. C'est ce que démontrent des enquêtes régulières ainsi que le constat qu'à ce jour, aucun parti politique n'exige directement son abolition, par crainte des électeurs. La plus haute vigilance est toutefois de mise. Quelques représentants des milieux scientifiques et artistiques tentent depuis des décennies de présenter la neutralité comme un comportement immoral. Ces critiques ont jusqu'à présent obtenu peu de résultats sur la voie de l'abolition de la neutralité. Le travail de sappe permanent des autorités politiques sur le noyau dur de la neutralité est en revanche bien plus préoccupant.



par Pirmin Schwander, conseiller national, Lachen (SZ)

La majorité du Conseil fédéral, des Parlementaires et des représentants des partis affirme que la neutralité serait maintenue. Mais attention: la recherche d'une réponse qui caractérise réellement la neutralité dévoile une évolution inquiétante. À l'instar de l'adhésion sournoise à l'UE, la neutralité se voit insidieusement privée de sa substance. Le Conseil fédéral réduit la neutralité à la simple exécution des obligations de droit international incombant à un État neutre. C'est la raison pour laquelle, le DFAE défend le point de vue suivant: «La neutralité n'est en principe un obstacle ni à la participation à des sanctions économiques ni à l'adhésion à des organisations internationales telles que les Nations Unies ou l'Union européenne. Même un engagement militaire dans le cadre des opérations de maintien de la paix autorisées par l'ONU ou par les parties en conflit est conciliable avec la neutralité.» (source: eda.admin.ch).

Évidage de la neutralité

La politique de neutralité est donc négligée. C'est cela la menace pour la

crédibilité de la neutralité armée perpétuelle. En effet, la neutralité montre la fonction que la Suisse veut exercer vis-à-vis des autres pays, ainsi que la crédibilité avec laquelle elle le fait.

Notre Constitution ne contient aucune définition de la neutralité. Les articles 173 et 185 ne font que donner aux autorités la consigne de préserver la neutralité. Par le passé, cette marge de manœuvre laissée au gouvernement pouvait se justifier mais il y a lieu de prendre en considération que l'abandon de la neutralité complète (intégrale) ainsi que l'affiliation à la Société des Nations a entraîné pour la Suisse des difficultés considérables. Cette expérience amère montre que la neutralité contribue à la sécurité de notre pays.

Perte du sens des réalités

Le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé à prendre en Libye toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils des attaques de Kadhafi. Aux termes de la résolution 1973, toute intervention militaire doit servir à protéger les civils. À ce sujet, Micheline Calmy-Rey a déclaré: «Je ne qualifierais pas cela de guerre.» Ce pays est en guerre civile. Des bombes de l'ONU appuient les rebelles contre Kadhafi. Des civils sont tués, des installations gouvernementales et des infrastructures sont détruites. On admet déjà que des troupes terrestres seraient actives sur le terrain. Cela sert-il à protéger les

civils? N'est-ce pas une guerre? Pas un parti pris? Le Conseil fédéral autorise le passage de véhicules militaires britanniques et le survol d'avions de combat étrangers. Et tout ceci serait conciliable avec la neutralité, parce que dix États ont décidé au Conseil de sécurité de l'ONU d'être humanitaires.

Ancrage dans la Constitution

Il est grand temps d'ancrer une définition claire de la neutralité dans la Constitution. L'ASIN a émis cette revendication. Ceux qui suivent le débat en Autriche devront admettre qu'une neutralité sincère n'a pas sa place dans l'UE. Bien que Vienne souhaite rester neutre, elle est prisonnière de la politique de l'UE. Quiconque doit se calquer sur une politique de sécurité, de défense, commerciale et de visas commune n'est plus considéré comme neutre par des tiers. Les observateurs politiques et spécialistes du droit international jugent une telle politique avec scepticisme. L'évolution autrichienne nous indique dans quelle direction nous mène la Berne fédérale. En 1999, le Conseil fédéral avait déclaré dans son rapport sur la politique de sécurité que la Suisse s'inspirerait à l'avenir de la politique de neutralité de l'Autriche!

La Suisse doit assumer un rôle différent. Elle doit s'engager dans l'aide humanitaire, sans intervention guerrière, et dans une diplomatie pacifiste active fondée sur une neutralité vécue.

Non aux prix des livres dictés par l'État !

Après une lutte acharnée concernant la réintroduction du prix unique du livre, les bureaucrates et les lobbyistes sont parvenus à s'imposer. Le Parlement a accepté, contre la volonté de la fraction UDC, la loi sur le prix réglementé du livre. Les ententes sur les prix, autrefois d'usage dans le commerce du livre et interdites par le Tribunal fédéral, sont désormais ancrées dans la loi. La réintroduction de ce cartel sur les prix introduit un diktat des prix imposé par l'État.



par Lukas Reimann, conseiller national, Wil (SG)

Ce pêché de politique régulatrice signifie une suppression de la concurrence, dans le but de plumer les consommateurs. Les livres offerts à la vente en Suisse seront ainsi, par la force des choses, nettement plus chers que les ouvrages achetés à l'étranger ! L'identité du perdant ne fait aucun doute: le lectorat, le peuple.



Les socialistes au Parlement posent sur la table un projet n'ayant pas pour seul but de faire dicter les prix applicables par les libraires ordinaires par l'État, ce qui est déjà bien assez absurde. Cela ne leur suffit pas : même le commerce de livres sur Internet est inclu dans la loi. Les bureaucrates suisses veulent donc ordonner à tous les libraires du monde à quel prix ils ont le droit de livrer des livres en Suisse. De telles lois sont tout simplement inapplicables. Faudrait-il qu'à la douane des milliers de fonctionnaires ouvrent et contrôlent chaque paquet ? Conséquence : un

nombre plus important de livres sera acheté à l'étranger, dans les régions frontalières, ou téléchargé sous forme numérique. Les perdants seront les commerçants en ligne suisses, qui, contrairement à leurs concurrents étrangers, ne peuvent pas échapper à la loi.

On a lieu de craindre qu'à cause de cette loi, les petites et moyennes librairies ne soient plus concurrentielles. C'est la raison pour laquelle les libraires innovants s'opposent à la réglementation des prix. Les profiteurs sont les grandes maisons d'édition étrangères, qui maîtrisent aujourd'hui déjà le marché suisse et n'ont aucun intérêt à promouvoir les livres suisses ou les auteurs locaux.

Il y a quatre ans, la Suisse a aboli, après un débat ayant duré presque dix ans (!) le prix unique du livre. Les régulateurs et bureaucrates ont affirmé, que cela entraînerait une perte de variété et ruinerait les petites librairies. C'est le contraire qui s'est passé ! Jamais auparavant il n'y a eu une offre aussi large de livres et de littérature. Les libraires innovants se sont fait une place avec succès. Grâce à l'abolition du prix

unique, il s'est en particulier passé une chose : les prix des livres ont chuté. Les lecteurs, les consommateurs et les auteurs en profitent. Ceci a également relancé le marché du livre. Les offres se sont étoffées, le nombre de commandes et de lecteurs a augmenté.

Cette loi liberticide doit impérativement être combattue par référendum. Une économie planifiée, dans laquelle les prix sont imposés par l'État, n'a jamais fonctionné. Ce sera bientôt le tour d'autres branches. Je les entends déjà. « La musique aussi est un produit particulièrement digne de protection, nous avons donc besoin de prix uniques. » Les réglementations étatiques ne protègent toutefois ni un bien ni le consommateur mais seulement et uniquement l'arnaque. Des livres aux prix surfaits : cela nuit à tous les biens, à tous les auteurs et producteurs, à tous les clients. Cela nuit à la Suisse.

Les partisans de ce projet feraient aussi bien de lire un peu plus. Pourquoi pas le classique « Le livre noir du communisme » ? Tout fonctionne actuellement très bien sans l'intervention de renifleurs de prix étatiques, de bureaucrates et d'arnaqueurs. Le référendum veillera à ce que les choses restent telles qu'elles sont. Chaque signature compte !

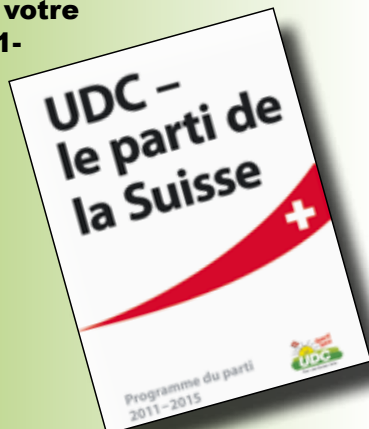
Signez le référendum:
www.buchpreisbindung-nein.ch



14 Shop UDC

Commandez maintenant votre programme du parti 2011-2015 fraîchement sorti de l'imprimerie!

Commandez votre programme du parti au **031 300 58 58** ou par e-mail à **gs@svp.ch**. De même, téléchargez le programme sur **www.udc.ch**.



Best Western Swiss Hotels
Alpen Resort Hôtel à Zermatt

Nouveau à Zermatt: "Longstay"
dès 14 jours, profitez de 33% de réduction dans nos studios.

Centre de remise en forme avec piscine (30°), piscine saline (33°) ainsi que 2 courts de tennis.

Plus d'informations:

www.alpenresort.com ou **027/ 966'30'00**



Impressum

Tirage:	10 000 exemplaires		
Edition:	Stiftung SVP-Parteizeitung	Adresse:	Franc-parler, Case postale 8252, 3001 Berne, franc-parler@udc.ch
Périodicité:	mensuelle	Imprimerie:	Zofinger Tagblatt AG, Henzmannstrasse 20, 4800 Zofingen, www.ztonline.ch
Collaborateurs:	Michèle Berger, Kevin Grangier	Crédit photo	Page 3: © UDC Suisse
Abonnement:	Fr. 35.- pour les non-membres.	Annonces:	Kevin Grangier, franc-parler@udc.ch

ICI VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX DE L'UDC FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

Votre annonce pleine page lue par 10'000 lecteurs pour Fr 1'000.-

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande. Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**. Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**

Commandez en ligne:
www.udc.ch



..... ex. ballon de foot UDC	25.-	..... ex. Pin's croix suisse	7.-
..... ex. porte-documents UDC	49.-	..... ex. Pin's logo UDC	7.-
..... ex. cravatte croix CH min.	50.-	..... ex. Pin's «UDC Gold»	7.-
..... ex. cravatte croix CH max.	50.-	..... ex. Post-it, bloc de 50 fiches	2.-
..... ex. cravatte UDC	50.-	..... ex. couteau suisse	20.-
..... ex. bonbons UDC	5.-	..... ex. autocollants (27/page)	5.-
..... ex. briquet UDC	5.-	..... ex. stylo UDC	2.50
..... ex. sac à dos UDC	10.-	..... ex. jeu de carte jass	3.-
		... français	... allemand

Nom: Prénom:
Adresse: NPA: Lieu:
Mail: Téléphone:

Prière de nous renvoyer le talon:

Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne, par fax au 031 300 58 59 ou par e-mail à **gs@svp.ch**

Loi sur la prévention = loi sur la rééducation

Le Conseil fédéral propose une nouvelle loi sur la prévention, censée instaurer une promotion de la santé généralisée. Le projet de loi est fortement teinté d'interventionnisme étatique et vise purement et simplement à rééduquer la population. Bien qu'il n'y ait rien à redire à la prévention étatique, l'UDC considère que ce que le Conseil fédéral cherche à faire par son projet doit être empêché. Une intervention étatique généralisée est inacceptable.



par Sebastian Frehner, conseiller national, Bâle (BS)

Vous sentez-vous quelque peu amoindri aujourd'hui ? Ou n'aviez-vous pas envie de vous lever ce matin ? Attention : vous êtes malade ! Selon l'article 3 du projet de loi relatif à la nouvelle loi sur la prévention (LPrév), on considère comme une maladie « toute atteinte à la santé physique ou psychique ». Vous voyez, vous êtes malade !

Une autre question : fumez-vous ? Ou consommez-vous de l'alcool ? Votre indice de masse corporelle (BMI) est-il trop élevé ? Mangez-vous trop peu de fruits et de légumes ? Ou, pire, avez-vous déjà eu des relations sexuelles non protégées ? Il n'est pas étonnant que vous soyez malade ! Conformément au Message du Conseil fédéral (Feuille fédérale [FF] 2009, page 6397) ce sont autant de facteurs propres à causer des maladies. Et si vous étiez le seul à vous comporter de manière déraisonnable, cela irait encore. Le problème c'est qu'il y a en Suisse beaucoup de gens tout aussi déraisonnables et qui en tombent malades. Si vous ne menez pas une vie saine et êtes malade en conséquence, vous nuisez à l'économie nationale (cf. FF 2009, page 6494) ! Et même si vous réussissez un changement de vie irréprochable, il

est possible que vous soyez exposé à un risque de maladie supérieur : si vous ne jouissez pas d'un statut social élevé, il y a de fortes chances que vous ne restiez pas en bonne santé. Selon le Conseil fédéral, « les chances de vivre vieux et en bonne santé ne sont pas les mêmes pour tous. On observe en effet des inégalités devant la santé. Celles-ci dépendent notamment du statut socio-économique : des études scientifiques démontrent que, en Suisse comme ailleurs, les personnes ayant un statut social peu élevé (c.-à-



Le projet de loi sur la prévention représente une grave intrusion de l'État dans le mode de vie des citoyens.

d. un niveau de formation peu élevé, un statut professionnel peu élevé ou un revenu faible) sont plus malades et meurent plus jeunes que celles bénéficiant d'un statut social élevé (FF 2009, page 6445) ». Vous voyez : à moins d'être académicien et de gagner plus de 150'000 francs, une maladie est presque préprogrammée !

Voilà pourquoi le Conseil fédéral propose la nouvelle loi sur la prévention. Le Conseil fédéral propose tout un tas de bonnes choses : il fixe des objectifs nationaux périodiques et une stratégie de prévention, de promotion de la santé et de détection précoce (art. 4 s. LPrév). La fondation Promotion Santé Suisse élabore des programmes, informe, émet des recommandations relatives à des mesures préventives et de promotion de la santé et soutient les cantons dans l'atteinte des objectifs poursuivis (cf. article 6 ss LPrév). Les cantons exécutent les mesures nécessaires auprès de la population et veillent ainsi « à réduire les inégalités en matière de santé » ainsi qu'à améliorer la culture et le comportement sanitaires (articles 2 et 11 LPrév). Cela signifie que vous ne boirez plus d'alcool, ne serez plus gros, mangerez suffisamment de vitamines. Mais surtout, vous ne serez plus malade.

En mettant le cynisme de côté et en observant le projet de loi la tête froide, on aboutit à la conclusion suivante : personne n'a d'objection contre une prévention étatique raisonnable (p.ex. pour la protection de la jeunesse). Ce que le Conseil fédéral cherche à atteindre avec son projet doit être empêché. Il cherche à mettre en place une intervention étatique généralisée dans le domaine de la prévention de la santé, dans le but de rééduquer la population. Il s'agit en outre d'une tentative d'élargir encore les compétences de l'Office fédéral de la santé, qui est aujourd'hui déjà trop actif. Ces manœuvres doivent être contrecarrées.

NEW SUZUKI KIZASHI: EXCLUSIVITE COMPACTE DES Fr. 37 990.-



KIZASHI SPORT
AU PRIX LANCEMENT
DE SEULEMENT Fr. 37 990.-



KIZASHI 4 x 4
DES Fr. 39 990.-

Kizashi *SPORT*

www.kizashi.ch

Luxe, dynamisme et high-tech dans un design sportif séduisant. Le châssis sport de la New Kizashi Sport garantit un plaisir de conduite pur. Et le système intelligent i-AWD à quatre roues motrices de la New Kizashi 4x4 vous ouvre tous les chemins. Vous en saurez plus après une course d'essai - à présent chez votre représentation Suzuki.

Equipement haut de gamme exclusif Kizashi Sport et 4x4

Moteur à essence 2.4 iVVT, 178 ch, 230 Nm à 4 000 tr/min, 7 airbags, ESP, ABS avec EBD, toit ouvrant électrique en verre, coulissant et relevable, climatisation automatique 2 zones, intérieur cuir, phares xénon, capteurs de parking, jantes en alliage léger 18", verrouillage central à télécommande, système audio avec commandes au volant, lève-vitres électriques, affichage multifonction, siège conducteur réglable électrique 10 positions à mémoire, essuie-glace à capteur de pluie, etc.



www.suzuki.ch

Votre représentation Suzuki se fera un plaisir de vous soumettre une offre de Suzuki-Hit-Leasing répondant à vos souhaits et à vos besoins. Tous les prix indiqués sont des recommandations sans engagement, TVA comprise.

Le N°1 des compactes



Way of Life!

Ihre Suzuki-Vertretung unterbreitet Ihnen gerne ein auf Ihre Wünsche und Bedürfnisse abgestimmtes Suzuki-Hit-Leasing-Angebot.
Rouler Suzuki, c'est économiser du carburant. Photo grand format: New Kizashi 2.4 GL Top Sport, 4 portes, Fr. 37 990.-, consommation de carburant mixte normalisée: 7.9l/100km, catégorie de rendement énergétique: E, émissions de CO₂: 183 g/km; New Kizashi 2.4 GL Top 4x4, 4 portes, Fr. 39 990.-, consommation de carburant mixte normalisée: 8.3l/100km, catégorie de rendement énergétique: E, émissions de CO₂: 191 g/km; moyenne pour l'ensemble des marques et modèles de voitures neuves en Suisse: 188 g/km. Les données de consommation indiquées dans nos documents de vente sont basées sur le cycle européen de consommation normalisée qui a pour objectif de permettre une comparaison entre les véhicules. En usage quotidien, la consommation peut varier sensiblement en fonction du style de conduite, de la charge, de la topographie et des conditions climatiques. Nous recommandons par ailleurs le mode de conduite eco-drive respectueux de l'environnement.